



**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

soumises au cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures et services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

DAF_2025_000497

Nature des prestations	Marché de fournitures et services
Objet du marché	Accord cadre à bons de commande concernant la location et la maintenance de structures modulaires industrialisées dans le périmètre géographique de compétence des SID Sud-Est et SID Méditerranée

POUVOIR ADJUDICATEUR

ETAT - MINISTERE DES ARMÉES - SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION - SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE – EXPERTISE ET PRODUCTION NATIONALE
--

Marché avec détention d'informations et supports classifiés (ISC)	Marché avec accès à des informations et supports classifiés (ISC)	Marché sensible	Marché non protégé
		X	

Table des matières

PARTIE I – CLAUSES RELATIVES A L’ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 1 / PIECES CONTRACTUELLES DE L’ACCORD-CADRE	6
1.1 Pièces particulières et générales	6
ARTICLE 2 / DISPOSITIONS GENERALES DE L’ACCORD-CADRE.....	6
2.1 Objet de l’accord-cadre.....	6
2.2 Montant de l’accord-cadre	6
2.3 Technique d’achat.....	6
2.4 Décomposition de l’accord-cadre	7
2.5 Lieux d’exécution et de livraison de l’accord-cadre, des bons de commande.....	7
2.6 Confidentialité – Mesures de sécurité.....	7
2.7 Forme et notification des documents et informations de l’accord-cadre	10
2.8 Clauses sociales de l’accord-cadre	11
2.9 Clauses environnementales de l’accord-cadre.....	11
2.10 Clauses incitatives	12
ARTICLE 3 / INTERVENANTS AU TITRE DE L’ACCORD-CADRE	13
3.1 Représentation du pouvoir adjudicateur	13
3.2 Coordination, conduite des opérations et pilotage de l’accord-cadre	13
3.3 Représentant du Titulaire.....	14
ARTICLE 4 / GROUPEMENT D’OPERATEURS ECONOMIQUES	14
4.1 Protection des données à caractère personnel.....	14
4.2 Mesures de sécurité – Condition d’accès aux locaux de la personne publique	14
ARTICLE 5 / EXCLUSIVITE DE L’ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 6 / OBLIGATIONS ET ENGAGEMENT DU TITULAIRE DE L’ACCORD-CADRE.....	15
ARTICLE 7 / SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS	15
7.1 Généralités.....	15
7.2 Déclaration de sous-traitance avant notification de l’accord-cadre.....	16
7.3 Déclaration de sous-traitance après notification de l’accord-cadre	16
7.4 Responsabilité du Titulaire envers l’acheteur et le sous-traitant	16
ARTICLE 8 / DELAIS D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE	16
8.1 Date d’effet de l’accord-cadre	16
8.2 Durée de l’accord-cadre.....	16
8.3 Durée maximum d’exécution des bons de commande	17
8.4 Neutralisation de périodes	17
ARTICLE 9 / CARACTERE, TYPE ET FORME DES PRIX	17
9.1 Date d’établissement des prix de l’accord-cadre	17

9.2	Type et forme de prix	17
9.3	Contenu des prix	18
9.4	Variation des prix	19
ARTICLE 10 / ASSURANCES		21
10.1	Responsabilité.....	21
10.2	Dispositions communes	21
10.3	Assurances de responsabilité civile de droit commun	21
10.4	Assurances de responsabilité civile décennale	22
ARTICLE 11 / RESILIATION.....		22
11.1	Résiliation de l'accord-cadre	22
11.2	Résiliation des bons de commande	22
ARTICLE 12 / PROPRIETE INTELLECTUELLE		22
12.1	Définitions	23
12.2	Régime des connaissances antérieures	23
12.3	Savoir-faire	23
12.4	Régime des résultats	23
PARTIE II – DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE.....		23
ARTICLE 13 / MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE		23
13.1	Dispositions générales	24
13.2	Contenu des bons de commande.....	24
ARTICLE 14 / FORMES DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS.....		24
14.1	Modalités de communication.....	24
14.2	Ordres de service	24
14.3	Communication du maître d'ouvrage au Titulaire.....	25
14.4	Communication du Titulaire au maître d'ouvrage.....	25
ARTICLE 15 / INTERVENANTS AU TITRE DES BONS DE COMMANDE.....		25
15.1	Représentant du pouvoir adjudicateur	25
15.2	Maîtrise d'ouvrage – Maîtrise d'œuvre – Conduite d'opération	25
15.3	Marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage	25
15.4	Représentant du Titulaire.....	26
ARTICLE 16 / DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES – PRIMES RETENUE.....		26
16.1	Délai(s) d'exécution des travaux et prestations	26
16.2	Commencement des travaux.....	26
16.3	Période de préparation	26
16.4	Modification du délai d'exécution.....	26
16.5	Pénalités.....	28
ARTICLE 17 / PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....		30

17.1	Provenance des matériaux et produits	30
17.2	Caractéristiques, qualités et vérification des matériaux et produits.....	31
17.3	Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire.....	31
ARTICLE 18 / HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....		31
18.1	Dispositions communes	31
18.2	Organisation, hygiène et sécurité du chantier.....	31
18.3	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	32
ARTICLE 19 / PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS.....		35
19.1	Phasage des prestations	35
19.2	Opérations réalisées pendant la période de préparation.....	35
19.3	Travaux d'adaptation et de déploiement (prestations préliminaires).....	39
19.4	Location et maintenance (prestations principales).....	40
19.5	Repli et remise en état	40
ARTICLE 20 / CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION.....		40
20.1	Opérations de vérification.....	40
20.2	Admission.....	40
ARTICLE 21 / GARANTIES.....		42
21.1	Garantie de parfait achèvement	42
ARTICLE 22 / PAIEMENT ET REGLEMENT DES COMPTES		42
22.1	Répartition des paiements.....	42
22.2	Demande de paiement	42
22.3	Acomptes.....	42
22.4	Facturation.....	43
22.5	Paiement des cotraitants et sous-traitants	43
22.6	Délai global de paiement	44
22.7	Intérêts moratoires	45
ARTICLE 23 / CLAUSES DE FINANCEMENT.....		45
23.1	Avance	45
ARTICLE 24 / DIFFERENDS ET LITIGES		46
24.1	Différends	46
24.2	Contentieux.....	47
ARTICLE 25 / DROIT ET LANGUE.....		47
25.1	Droit.....	47
25.2	Langue	47
ARTICLE 26 / CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES		48
26.1	Prestations supplémentaires ou modificatives.....	48
26.2	Modifications concernant le titulaire en cours d'exécution du marché	48
26.3	Nantissement	48

26.4 Respect du droit du travail..... 48

ARTICLE 27 / DEROGATIONS 49

PARTIE I – CLAUSES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 1 / PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Pièces particulières et générales

Conformément à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales, le marché est régi par les documents suivants qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ci-après énumérées :
 - **Annexe 1** : Bordereau des prix unitaires (BPU)
 - **Annexe 2** : le cas échéant, la demande d'acceptation d'un sous-traitant (DC4) et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance (en autant d'exemplaires que de sous-traitant(s) déclaré(s)), si ces dernières sont remises avant la notification de l'accord-cadre.
- Le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du service acheteur fait seul foi ;
- Le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**, et ses éventuelles annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du service acheteur fait seul foi
- Le **cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG)** - Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- Le **cahier des clauses techniques générales (CCTG)** applicables aux prestations objet du marché,
- L'**offre et le mémoire technique** du Titulaire y compris le tableau des marques,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

1.2 Pièce à délivrer au Titulaire

Les pièces à remettre au Titulaire sont celles prévues par l'article 4.2 du CCAG.

ARTICLE 2 / DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la location, maintenance, mise en œuvre de structures modulaires industrialisées (SMI) dans le domaine de compétence des SID Sud-Est et SID Méditerranée, Corse comprise.

2.2 Montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 3 100 000 euros hors taxes.

2.3 Technique d'achat

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande, conformément aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2121-8, R. 2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire et s'exécute par bons de commande.

2.4 Décomposition de l'accord-cadre

L'accord-cadre est non alloti.

Le présent CCAP régit les prestations propres aux SID Région (SID-R) suivants :

SID-R	Adresse postale	Adresse géographique
Lyon	SID Sud-Est Boîte postale 97423 69347 LYON CEDEX 07	SID Sud-Est 22, avenue Leclerc Quartier général Frère 69007 LYON
Toulon	SID Méditerranée BCRM BP n°71 83800 Toulon Cedex 9	SID Méditerranée Avenue Amiral BAUDIN 83800 Toulon Cedex 9

2.5 Lieux d'exécution et de livraison de l'accord-cadre, des bons de commande

a) Dans les locaux du Titulaire à l'adresse ou aux adresses indiquée(s) dans son offre.

b) Dans les emprises relevant du ministère des armées

Tous les sites relevant du ministère des armées, situés dans le périmètre de compétence des SID Sud-Est et Méditerranée (Corse comprise) cités à l'article 2.3, sont susceptibles d'être concernés par le présent accord-cadre. Ils sont spécifiés dans les bons de commande passés sur le fondement de cet accord-cadre.

2.6 Confidentialité – Mesures de sécurité

L'article 5 du CCAG s'applique.

2.6.1 Protection et traitement des données

2.6.1.1 Données à caractère personnel

Conformément aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

2.6.1.2 Dispositions relatives aux marchés sensibles

Cf. annexe 1 du présent document.

2.6.2 Accréditations, conditions d'accès et de sécurité

2.6.2.1 Contrôle nominatif

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG sont applicables au présent accord-cadre.

En outre, lors de l'exécution de certains bons de commande, en fonction des sites concernés, préalablement à la délivrance d'autorisations d'accès à des zones protégées, il pourra être procédé à une enquête

administrative pour le renseignement et la sûreté portant sur un contrôle primaire ou un contrôle élémentaire en fonction des sites concernés conformément à l'arrêté du 15 mars 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles.

Les personnels du titulaire doivent obligatoirement répondre, le cas échéant, à toute demande de renseignements de l'administration afin de permettre un contrôle primaire ou un contrôle élémentaire de sécurité. Les personnels n'ayant pas reçu d'avis favorable à ce contrôle sont remplacés par les soins du titulaire, l'acheteur n'étant pas tenu de faire connaître les raisons de son refus pour les personnes concernées.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement.

Le non-respect par le titulaire ou par ses personnels, des mesures de sécurité, entraîne la résiliation du marché à ses torts sans indemnités, son exclusion avec ou sans limitation de durée de toute participation aux marchés de l'État, sans préjudice des dispositions légales relatives aux crimes et délits contre la sûreté de l'État (article 32 du CCAG).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées ci-dessus leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci selon les dispositions de l'article 5.4 du CCAG.

En cas de violation par le titulaire des obligations de discrétion et de confidentialité mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 32 du CCAG.

2.6.2.2 Contrôle primaire

Le contrôle primaire est une enquête administrative simple qui donne lieu à l'émission d'un avis de sécurité écrit d'une durée de validité de trois (3) ans au maximum.

Il est requis pour tous les accès :

- en zone protégée (ZP - Demande de type CPR sur Sophia)
- comportant un point d'importance vitale (PIV),
- en zone nucléaire d'accès réglementé (ZNAR),
- en zone réservée (ZR),
- sur un terrain militaire (TM) clos.

2.6.2.3 Contrôle élémentaire

Le contrôle élémentaire est une enquête administrative effectuée exclusivement par le service enquêteur qui se traduit par un avis de sécurité écrit et adressé à l'officier de sécurité du titulaire. Il permet l'accès à une zone à régime restrictif (ZRR).

2.6.3 Conditions d'accès aux locaux de la personne publique

Les dispositions de l'article 6 du CCAG sont applicables au présent accord-cadre.

2.6.3.1 Dispositions générales

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions figurant dans l'instruction ministérielle n°300 611/DEF/DFR/PER/5 du 16 mars 1998 relative aux normes de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir auprès des instances particulières à qui il doit rendre compte, le Titulaire reconnaît devoir en informer le chef du service utilisateur qui est précisé lors de la passation des bons de commande. Il s'engage en outre à faire connaître à celui-ci les informations prévues aux paragraphes 1.5 et 3.5 de l'instruction.

Le Titulaire s'engage à faire effectuer les travaux ou prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les mesures d'accès aux sites et locaux de la personne publique ainsi que tous les règlements intérieurs y afférant.

Le Titulaire est tenu en particulier de communiquer au responsable de la sécurité de l'établissement, précisé lors de la passation de chacun des bons de commande, la liste de chaque intervenant en précisant la date et le lieu de naissance de chaque personne.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité si l'accès dans un établissement est refusé à ses représentants faute d'avoir respecté les prescriptions énoncées ci-dessus.

2.6.3.2 Dispositions relatives à l'accès à un terrain militaire

Les prestations dues au titre du présent accord-cadre, aux bons de commandes qui en découlent donnent accès aux personnels concernés du Titulaire aux sites qui sont précisés lors de la passation des bons de commande.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance que ces sites, affectés à l'autorité militaire ou placés sous son contrôle, constituent un terrain militaire.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du code pénal relatives au terrain militaire et notamment ses articles 413-5, 413-8 et R. 644-1.

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès transmise par écrit au Titulaire dans les conditions qui sont prévues lors de la passation des bons de commande.

L'autorité contractante peut soumettre, de manière temporaire ou définitive, l'autorisation accordée à un personnel d'accéder au site et à son accompagnement par une personne qu'elle aura désignée.

2.6.3.3 Informations des personnels concernés

Le Titulaire s'engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent accord-cadre, des bons de commande ayant besoin d'accéder au terrain militaire visé à l'article 2.5.4.2 du présent document :

- Qu'ils sont susceptibles, conformément à l'article R. 1332-221 du code de la sécurité intérieure défense, de faire l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait ne les concernant ne sont pas incompatibles avec l'accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'article 2306 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours ;
- Qu'ils doivent se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder

qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre, les bons de commande.

2.6.3.4 Mise en œuvre

Pour chaque personnel concerné pour lequel le Titulaire a transmis dans son offre les informations prévues dans les documents de consultation, au minimum cinq (5) jours avant le premier accès au site de ce personnel, le Titulaire transmet à l'autorité désignée lors de la passation des bons de commande, les noms et prénoms de chacun desdits personnels.

Pour chaque personnel concerné pour lequel le Titulaire n'a pas transmis dans son offre les informations prévues dans les documents de consultation, au minimum trente (30) jours avant le premier accès au site de ce personnel, le Titulaire transmet à l'autorité désignée lors de la passation des bons de commande les éléments :

- Nom et prénom :
- Date et lieu de naissance :
- Domicile actuel :
- Nom de l'employeur :
- Profession ou fonction.

Le Titulaire s'engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès.

2.6.4 Récusation du personnel du Titulaire par l'acheteur ou son représentant

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, de chacun de ses bons de commande, le RPA se réserve le droit de récuser avec effet immédiat ceux des personnels du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution de la prestation.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai de 10 jours. Il ne pourra prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

2.6.5 Restrictions diverses

Le Titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution de l'accord-cadre, des bons de commande ou pour toute autre cause.

Son attention est particulièrement attirée sur certains points concernant les lieux d'exécution des travaux qui sont précisés à l'occasion de la passation des bons de commande.

2.7 Forme et notification des documents et informations de l'accord-cadre

2.7.1 Modalités de communication

En cas de notification des décisions ou informations par échange électronique, le Titulaire accuse réception par retour de courriel, permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, toute communication au maître d'ouvrage doit être réalisée :

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Soit par des échanges dématérialisés par PLACE ou supports électroniques,
- Soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

Le Titulaire de l'accord-cadre est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du Titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

2.7.2 Ordres de service

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG sont applicables.

Pour le présent accord-cadre, l'ordre de service (OS) est le mode de correspondance du maître d'ouvrage avec le Titulaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et des travaux ou prestations qui en découlent.

Un OS est établi pour faire connaître au Titulaire toutes les dispositions émanant du maître d'ouvrage et transmettre le cas échéant les décisions ou mises en demeure du maître d'ouvrage. Il sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, y compris par lettre recommandée électronique, à l'adresse du Titulaire communiqué en application du 5.3 (représentant du Titulaire) du présent document et mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre, soit directement au Titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé.

2.8 Clauses sociales de l'accord-cadre

Sans objet.

2.9 Clauses environnementales de l'accord-cadre

2.9.1 Labels FSC et PEFC

Le cas échéant, les produits proposés en bois devront être détenteurs des labels FSC (forest stewardship council) et PEFC (programme de reconnaissance des certifications forestières) provenant de forêts gérées durablement. La gestion durable des forêts signifie la gestion et l'utilisation des forêts et des terrains boisés d'une manière et d'une intensité telle qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes aux niveaux local, national et mondial, et qu'elles ne causent pas de préjudices à d'autres écosystèmes.

2.9.2 Certificats d'Economies d'Energie (CEE)

Les bons de commande pourront faire l'objet de certificats d'économies d'énergie. Ces CEE sont obligatoires pour tout projet éligible. Les bons de commande préciseront si CEE est obligatoire.

Le Ministère des Armées prétend à l'obtention de certificats d'économies d'énergie (CEE) délivrés dans le cadre d'une convention exclusive avec un Obligé.

Ce dernier pourra être amené à participer aux réunions de chantier et à contacter directement le Titulaire afin d'obtenir les éléments nécessaires à l'élaboration des dossiers destinés à obtenir les CEE.

Le Titulaire devra répondre favorablement aux demandes qui lui seront faites, pendant la phase chantier et au-delà.

En complément de ce protocole, à la fin des travaux, le Titulaire devra signer, dans un délai de 3 mois, une attestation sur l'honneur récapitulant les travaux réalisés

2.9.3 Composition des produits

Le Titulaire doit utiliser, autant que possible, des produits non dangereux ou ayant un impact réduit sur l'environnement, aux dépens de produits équivalents classés comme dangereux (peintures, colles, etc.).

Le Titulaire doit également respecter les termes de l'article 17 du présent document.

2.9.4 Réemploi

En aggravation du décret 2024-134 du 21 février 2024, les structures modulaires industrialisées comprendront 30% des composants issus du réemploi ou de la réutilisation.

Ce taux de réutilisation est calculé conformément à l'article 2 dudit décret.

2.9.5 Déchets

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, de l'article L.541-2 du code de l'environnement et **en complément de l'article 20 du CCAG**, chaque Titulaire est contractuellement responsable, au même titre que le maître d'ouvrage, de la gestion des déchets créés par les travaux, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, chaque Titulaire assure la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets produits par les travaux. Les bordereaux de suivi sont systématiquement adressés au maître d'ouvrage. A l'issue des prestations, chaque Titulaire établit un document "bilan déchets" reprenant l'intégralité des bordereaux de suivi. Le bilan déchets fait partie des livrables attendus par l'acheteur. Les dispositions de l'article 20.4 du CCAG s'appliquent notamment en ce qui concerne « bilan déchets ».

2.10 Clauses incitatives

2.10.1 Certification « relations fournisseurs responsables » (FR) et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables » (RFR)

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et du label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information :

Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Le Titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte RFR puis le dépôt d'un dossier de candidature au label RFAR et de

l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

2.10.2 Certification de bonne exécution du marché (CBEM)

Le maître d'ouvrage peut délivrer au Titulaire du présent accord-cadre ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du Titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du maître d'ouvrage qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat est conditionné par : (liste non exhaustive)

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s si elle est conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale qui s'est révélée de qualité ;
- Le Titulaire qui ne s'est pas vu appliquer des pénalités pour retard ;
- Le contrat qui n'a pas été résilié aux torts du Titulaire.

ARTICLE 3 / INTERVENANTS AU TITRE DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le directeur du SID - Expertise et production nationale (SID-EPN) est le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre. Les signataires des bons de commande mentionnés à l'article 16.1 du présent document sont habilités, notamment, à prendre les décisions ci-dessous :

Décisions	RPA	Signataires bons de commande
Déclaration de sous-traitance au moment du dépôt de l'offre	X	
Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution de marché	X	
Les prolongations de délais émises en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS	X	X
Les sursis de livraison (art. 21.5 CCAG/FCS)	X	X
Les exonérations de pénalités	X	
L'ajournement, la réception, la réception avec réfaction, le rejet (art. 30 CCAG/FCS)	X	X
La résiliation (chapitre 7 CCAG/FCS)	X	
La récusation du personnel	X	X
La révision des prix	X	

3.2 Coordination, conduite des opérations et pilotage de l'accord-cadre

Le SID EPN, est chargé du pilotage de l'accord cadre. Il est désigné par le RPA comme interlocuteur privilégié dans le pilotage, l'assistance et l'interface avec les SID régions.

Dans le cadre du suivi de l'accord-cadre, un comité de pilotage semestriel est organisé en présence du représentant du Titulaire dûment qualifié et de l'équipe de projet chargée du pilotage précité. Ce comité a vocation à dresser un bilan semestriel de l'avancement détaillé des opérations et, le cas échéant, rendre compte des difficultés rencontrées.

En outre, le Titulaire dresse trimestriellement un état d'avancement des opérations qu'il adressera à l'équipe de projet désignée au sein du SID EPN.

3.3 Représentant du Titulaire

3.3.1 Désignation d'un représentant

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG. En complément de l'article susvisé, les responsables physiques (Titulaire et suppléant) de l'accord-cadre sont également désignés par le Titulaire dans l'acte d'engagement. A ce titre :

- Ils se tiennent informés des réglementations en vigueur et de leur évolution, notamment en ce qui concerne la sécurité et l'environnement.
- Ils connaissent les documents contractuels du présent marché ;
- Ils ont la connaissance de l'exécution des prestations dues au marché et en rend compte à la personne publique ;
- Ils vérifient le résultat des actions des intervenants du titulaire ;
- Ils contrôlent le respect de la réglementation ;
- Ils sont responsables de la qualité de l'ensemble des prestations en s'assurant qu'elles sont réalisées conformément aux prescriptions du bon de commande.
- Ils sont responsables de la bonne réalisation des prestations conformément aux objectifs définis dans le CCAP et le CCTP ;
- Ils représentent le titulaire lors des contrôles des prestations effectuées contradictoirement ;
- Ils assurent l'échange et la diffusion des informations ;
- Ils représentent le titulaire aux réunions ;
- Ils assistent et conseillent l'acheteur ;
- Ils encadrent, coordonnent et vérifient les actions des intervenants du titulaire ;
- Ils établissent et tiennent à jour l'ensemble des documents exigés ;
- Ils informent régulièrement l'acheteur de tous problèmes liés à l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 / GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

4.1 Protection des données à caractère personnel

Conformément aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

4.2 Mesures de sécurité – Condition d'accès aux locaux de la personne publique

Conformément à l'article 3.5.2 du CCAG, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

ARTICLE 5 / EXCLUSIVITE DE L'ACCORD-CADRE

Le Titulaire de l'accord-cadre dispose d'une exclusivité sur toutes les prestations portant sur l'objet du présent accord-cadre.

DAF_2025_00497 – LOCATION ET MAINTENANCE DE SMI SUR LE PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DE COMPETENCE DES SID SUD-EST ET SID MEDITERRANEE

Le ministère des armées s'engage à avoir recours au présent accord-cadre et à acquérir par son biais, l'ensemble des besoins définis dans le CCTP.

Cependant, le ministère des armées se réserve la possibilité d'acquérir en dehors du présent accord-cadre, et donc le cas échéant auprès d'un autre opérateur économique, sans préjudice et indemnités pour le Titulaire en cas :

- De prestations comportant un caractère secret ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt de l'Etat l'exige.
- De prestations comportant des opérations exceptionnelles, par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre.
- D'incapacité du titulaire à réaliser les prestations de l'accord cadre.

ARTICLE 6 / OBLIGATIONS ET ENGAGEMENT DU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Obligation de répondre aux sollicitations du RPA ou de ses délégataires

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage pour toute sa durée, à répondre aux sollicitations du RPA, conformément aux conditions que ce dernier a déterminées. En cas de non réponse, cette dernière doit être motivée. La réalité de la motivation est appréciée par le RPA. Est acceptée, l'indisponibilité, momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté du Titulaire.

Pour mémoire, n'est pas recevable, comme non réponse à un bon de commande, l'engagement de ses moyens sur d'autres chantiers. Il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures (recrutement, location de matériels...) pour faire face à ses engagements.

Le Titulaire doit également être en mesure de faire face à la réalisation simultanée d'opérations (voir article 16.3).

6.2 Obligations de résultat, de conseil et de qualité

Le Titulaire de l'accord-cadre à la responsabilité, le devoir et l'obligation de réaliser des prestations conformes aux spécifications techniques selon les règles de l'art.

A ce titre, il doit :

- Obtenir les résultats demandés conformément aux CCTP des bons de commande ;
- Conseiller le maître d'œuvre chargé du bon de commande ;
- Assurer le niveau de qualité, de fiabilité et de performance exigé au titre du présent accord cadre et des bons de commande.

ARTICLE 7 / SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS

7.1 Généralités

Cet article traite uniquement des sous-traitants déclarés au titre de l'accord-cadre. Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2192-22 et R. 2192-22 du CCP, le sous-traitant doit remplir les conditions prévues par ces articles.

En cas de sous-traitance, le Titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord-cadre.

L'acheteur peut, s'il le souhaite, demander communication du contrat de sous-traitance au moment de la présentation du sous-traitant et en intégrer certains aspects dans l'acte spécial de sous-traitance.

7.2 Déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre

La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification du marché et agrément de leurs conditions de paiement.

7.3 Déclaration de sous-traitance après notification de l'accord-cadre

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance **en cours d'exécution de l'accord-cadre**, le représentant **du pouvoir adjudicateur** impose au titulaire et au(x) sous-traitant(s) l'utilisation **des services** dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 5 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent document (Cf. annexe SUBCLIC).

7.4 Responsabilité du Titulaire envers l'acheteur et le sous-traitant

Le Titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant le maître d'ouvrage de toutes les obligations de celui-ci.

Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

ARTICLE 8 / DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les bons de commande sont passés à la survenance du besoin et ce durant la période de validité de l'accord-cadre.

8.1 Date d'effet de l'accord-cadre

La date de notification constitue la date de prise d'effet de l'accord-cadre. Cette date anniversaire sert de point de départ à la durée de l'accord-cadre.

8.2 Durée de l'accord-cadre

A compter de sa date d'effet, l'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois, reconductible de manière tacite une (1) fois pour une durée de six (6) mois supplémentaires soit une durée maximale de dix-huit (18) mois.

La reconduction prévue au titre de l'accord-cadre est tacite. En cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'acheteur notifiera la décision au titulaire au moins trois (3) mois avant la date d'expiration du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La durée de l'accord-cadre s'entend comme la période pendant laquelle peuvent être notifiés les bons de commande passés au titre du présent accord-cadre.

8.3 Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre émis par le RPA ou son représentant dûment habilité peuvent être notifiés au Titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra plus être notifié au Titulaire.

Le délai d'exécution du bon de commande débute à partir de la date de sa notification ou celle indiquée dans le bon de commande.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme et peut se poursuivre au-delà de la période de validité de l'accord-cadre dans un délai pouvant aller jusqu'au 31 octobre 2026.

Néanmoins, pour que les travaux et prestations des bons de commande émis en fin de période de validité de l'accord-cadre s'exécutent au-delà de cette période, il est impératif que la période de préparation ait débuté avant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

8.4 Neutralisation de périodes

Les délais prévus au marché ne comprennent pas la période allant du 20 au 31 décembre de chacune des années d'exécution de l'accord-cadre, qui est neutralisée.

Le présent accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 3 100 000 euros hors taxes.

ARTICLE 9 / CARACTERE, TYPE ET FORME DES PRIX

9.1 Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent celui de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

9.2 Type et forme de prix

Les prix du présent accord-cadre, figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement, sont unitaires, définitifs et révisables.

Il n'y aura pas de possibilité d'intégrer des prix nouveaux au bordereau de prix unitaires pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre fait l'objet de bons de commande réglés par application des prix unitaires.

9.3 Contenu des prix

9.3.1 Dispositions générales

Les prix sont réputés rémunérer l'ensemble des dépenses du Titulaire résultant de l'exécution des travaux et prestations prévues au CCTP. Sont notamment inclus dans les prix les réunions nécessaires à la réalisation des travaux et prestations ainsi que les livrables.

Les prix comprennent également le grutage à pied d'œuvre pour tous types de structures modulaires industrialisées quel que soit le poids ainsi que la remise en état initial des lieux sauf en ce qui concerne l'enlèvement des ouvrages en bétons réalisés pour lesquels des prix spécifiques sont prévus au BPU.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales et parafiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des travaux et prestations. Ainsi, **en complément de l'article 10.1.3 du CCAG**, les prix sont réputés comprendre les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement des personnes intervenant sur sites militaires.

9.3.2 Sujétions d'exécutions prises en compte

- Les dépenses liées aux mises à disposition des parties d'ouvrage pour intervention d'entreprises ou services extérieurs,
- Les dépenses liées à l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du bâtiment dans lequel les travaux sont exécutés.

9.3.3 Sujétions d'exécutions non prises en compte

- la découverte en cours de terrassement de maçonneries anciennes ou de canalisations inconnues, les démolitions ou détournement qui en résultent, - la découverte en cours de fouille :
 - o de pollution pyrotechnique ou industrielle, o de roches ou matériaux différents de ceux que le dossier de consultation laisse prévoir et nécessitant des moyens spéciaux de terrassements,
 - o de vestiges anciens, laquelle conduirait à l'intervention des services des affaires culturelles et à une interruption de chantier,
- la découverte de structures différentes de celles indiquées au dossier de consultation ou d'ouvrages prévus à conserver mais dont le remplacement serait nécessaire.

9.3.4 En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint

Les frais de coordination, marges pour défaillances des cotraitants et sous-traitants et dépenses communes de marchés sont réputés compris dans les prix en complément et **en dérogation de l'article 10.1.3 du CCAG**.

9.4 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

9.4.1 Modalités de révision des prix de l'accord-cadre

Les prix unitaires annexés à l'acte d'engagement sont révisables de manière semestrielle à partir de la date d'effet de l'accord-cadre.

9.4.2 Choix des index de référence

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché sont les index suivants :

N° de Section technique	Index applicable	Dénomination	identifiant
ST1	TP09 – Base 2010	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés	001710997
	TP10F – Base 2010	Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux	010777582
	TP12a – Base 2010	Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique	001711002
ST2	BT06 – Base 2010	Ossature, ouvrages en béton armé	001710952
ST3	IPEA – Base 2021	Entretien-amélioration des bâtiments – tous bâtiments	011779960
	ICC	coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC)	000604030
ST4 – ST5	BT07 – Base 2010	Ossature et charpentes métalliques	001710953
	BT43 – Base 2010	Menuiserie en alliage d'aluminium	001710976
	BT47 – Base 2010	Électricité	001710979

L'index est publié sur le site [<<identifiant>>](https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/).

9.4.3 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour la révision des prix unitaires de l'accord-cadre est :

- ST1 :

$$C_n = 0,20 \times \frac{TP09_n}{TP09_0} + 0,50 \times \frac{TP10f_n}{TP10f_0} + 0,30 \times \frac{TP12a_n}{TP12a_0}$$

Dans laquelle :

- $TP09_n$, $TP10f_n$ et $TP12a_n$ sont les valeurs du dernier indice définitif connu à la date du premier jour du mois de révision de l'accord-cadre,
- $TP09_0$, $TP10f_0$ et $TP12a_0$ sont les indices du mois Mo.

- ST2 :

$$C_n = \frac{BT06_n}{BT06_0}$$

Dans laquelle :

- $BT06_n$ est la valeur du dernier indice définitif connu à la date du premier jour du mois de révision de l'accord-cadre,
- $BT06_0$ est l'indice du mois Mo.

- ST3 :

$$C_n = 0,50 + 0,30 \times \frac{IPEA_n}{IPEA_0} + 0,20 \times \frac{ICC_n}{ICC_0}$$

Dans laquelle :

- $IPEA_n$ et ICC_n sont les valeurs du dernier indice définitif connu à la date du premier jour du mois de révision de l'accord-cadre,
- $IPEA_0$ et ICC_0 sont les indices du mois Mo

- ST4 et ST5 :

$$C_n = 0,60 \times \frac{BT07_n}{BT07_0} + 0,20 \times \frac{BT43_n}{BT43_0} + 0,20 \times \frac{BT47_n}{BT47_0}$$

Dans laquelle :

- $BT07_n$, $BT43_n$ et $BT47_n$ sont les valeurs du dernier indice définitif connu à la date du premier jour du mois de révision de l'accord-cadre,
- $BT07_0$, $BT43_0$ et $BT47_0$ sont les indices du mois Mo.

Le coefficient de révision des prix est arrondi au millième supérieur.

Si l'INSEE arrête définitivement la publication de cet indice et en propose son remplacement par un autre, ce nouvel indice préconisé par l'INSEE sera intégré à l'accord-cadre par ordre de service. Si cet indice n'est pas publié pendant six (6) mois et que l'INSEE ne préconise aucun nouvel indice en remplacement, un nouvel indice sera intégré à l'accord-cadre sous forme d'avenant.

La révision des prix sera calculée par le Bureau achat marchés du SID EPN puis notifiée par ordre de service.

9.4.4 Révision provisoire

Il n'est procédé à aucune révision provisoire.

9.4.5 Régime de variation des prix

Les indemnités, pénalités et avances ne sont pas soumises à variation de prix.

9.4.6 Application de la taxe à valeur ajoutée (TVA)

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

ARTICLE 10 / ASSURANCES

Le montant prévisionnel de l'opération sera précisé dans chacun des bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre.

Le Titulaire du bon de commande passé sur le fondement du présent accord-cadre doit fournir dans les quinze (15) jours suivants la notification de son bon de commande ou de son marché, et avant tout commencement d'exécution des prestations les attestations d'assurances nécessaires. Le cas échéant, la précision des attestations à fournir sera décrite lors de la passation des bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre.

10.1 Responsabilité

D'une manière générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

10.2 Dispositions communes

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire et les tiers intervenants doivent justifier qu'ils ont contracté les polices d'assurances précisées aux articles 18-3 et 18-4 ci-après.

10.3 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le Titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent couvrir les dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

10.4 Assurances de responsabilité civile décennale

Les opérations, objet des bons de commande sont soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances. Le montant prévisionnel de l'opération sera précisé dans chacun des bons de commande.

Le Titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier les garantissant pour les travaux confiés.

Cette garantie comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception,
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles,
- Dommages immatériels consécutifs à sinistre engageant la responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

10.4.1 Pour une opération inférieure à quinze (15) millions d'euros hors taxe

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil.

ARTICLE 11 / RESILIATION

11.1 Résiliation de l'accord-cadre

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée dans les circonstances prévues aux articles 39,40,41 du CCAG.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnité.

11.2 Résiliation des bons de commande

Les clauses du chapitre VII du CCAG s'appliquent.

11.3 Effet de la résiliation de l'accord-cadre sur les bons de commande

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas la résiliation des bons de commande en cours d'exécution, ils peuvent continuer à être régulièrement exécutés. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres bons de commande.

ARTICLE 12 / PROPRIETE INTELLECTUELLE

12.1 Définitions

Les définitions des « résultats » et des « connaissances antérieures » sont celles prévues à l'article 37 du CCAG.

12.2 Régime des connaissances antérieures

Conformément à l'article 35 du CCAG, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, le Titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent Titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le Titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures aux résultats et que ces dernières sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le Titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à l'acheteur et au tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats dans les conditions prévues par l'article 36.1 du CCAG.

A ce titre, le Titulaire du marché s'engage à communiquer à l'acheteur au fur et à mesure du développement du résultat un rapport constitué de la liste complète des connaissances antérieures utilisées en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet, etc.), régime juridique. Un rapport est remis à l'acheteur avec la livraison finale du « résultat ».

Le Titulaire du marché doit également s'assurer qu'il a acquis les droits permettant à l'acheteur de les exploiter dans le cadre du marché. Le cas échéant, les justificatifs utiles doivent être transmis.

12.3 Savoir-faire

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à l'acheteur pour l'utilisation des résultats des prestations.

Les méthodes et le savoir-faire développés par le Titulaire sont compris dans le marché.

12.4 Régime des résultats

L'acheteur se réserve le droit de diffuser ou transférer les droits sur les résultats à d'autres opérateurs économiques dans le cadre de la passation ou de la réalisation de contrats publics.

Le prix des droits d'utilisation des résultats est inclus forfaitairement dans le prix du marché.

Par dérogation à l'article 37.3 du CCAG, en raison de la nature des résultats (livrables), l'acheteur n'autorise pas le Titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés à l'occasion de l'accord-cadre.

PARTIE II – DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

ARTICLE 13 / MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

13.1 Dispositions générales

Le présent accord-cadre donne lieu à la conclusion de bons de commande. A la survenance du besoin, les Titulaires sont invités à exécuter les bons de commande.

L'attribution des bons de commande est réalisée sans remise en concurrence ni négociation.

Les prix établis dans les bons de commande sont issus du bordereau des prix unitaires (BPU) présent en annexe 1 à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Les prix des bons de commandes sont révisables conformément aux stipulations applicables aux prix unitaires de l'accord cadre (article 9.4 du présent CCAP) dans les conditions de l'article R.2112-14 du code de la commande publique.

Le Titulaire ne peut refuser l'exécution d'un bon de commande qui est donc exécutable sans délai (privilège du préalable).

13.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande comportent :

- ✓ Les nom et adresse du Titulaire,
- ✓ La référence de l'accord-cadre (numéro d'EJ et date de notification),
- ✓ Le numéro du bon de commande (désignation du poste (SID-R) – N° du bon de commande) ;
- ✓ Le service émetteur du bon de commande,
- ✓ La désignation des travaux et/ou prestations (par référence au BPU annexé à l'acte d'engagement),
- ✓ Les quantités commandées,
- ✓ Le prix unitaire initiaux hors taxe (par référence au BPU annexé à l'acte d'engagement),
- ✓ Les coefficients de révision appliqués au total HT des sections techniques du bon de commande,
- ✓ Le montant hors taxes des prestations,
- ✓ Le taux et le montant des taxes appliquées au montant des prestations,
- ✓ Le montant toutes taxes comprises des prestations,
- ✓ La date et/ou le délai ainsi que le lieu d'exécution ou de livraison.
- ✓ L'adresse de facturation,
- ✓ La signature de la personne habilitée,
- ✓ L'adresse de livraison ou de réalisation des prestations,
- ✓ Le numéro du service exécutant,
- ✓ Le cas échéant les mentions DR (Diffusion restreinte).

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seul compétence pour formuler des observations à l'acheteur.

ARTICLE 14 / FORMES DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

14.1 Modalités de communication

Les stipulations indiquées à l'article 2.6.1 du présent CCAP sont appliquées.

14.2 Ordres de service

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG sont applicables.

14.3 Communication du maître d'ouvrage au Titulaire

Par dérogation aux articles 3.8.1 et 3.8.2 du CCAG, les ordres de service (OS) sont signés par la ou les personnes désignées dans les bons de commande. Un OS doit être écrit, signé, par la personne désignée dans le bon de commande concerné, daté et numéroté.

L'OS est établi pour faire connaître au Titulaire toutes les dispositions de conduite des travaux émanant du maître d'ouvrage et transmettre, le cas échéant, les décisions ou mises en demeure du RPA.

Les décisions pourront être communiquées directement par le RPA.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le Titulaire à proximité des prestations à exécuter (et tant que le Titulaire n'aura pas fait connaître au RPA l'adresse du domicile qu'il aura élu), les notifications se rapportant aux marchés sont valablement faites à son siège social,

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit d'adresser un OS non seulement au mandataire mais aussi en copie directement aux autres membres du groupement d'opérateurs économiques pour en faciliter le traitement. Dans tous les cas, le mandataire reste responsable de la communication aux autres membres du groupement d'opérateurs économiques. La date de réception de l'ordre de service au mandataire fait foi.

Il est précisé que le mandataire a seul qualité pour présenter d'éventuelles réserves.

14.4 Communication du Titulaire au maître d'ouvrage



Le maître d'ouvrage peut demander au Titulaire la transmission des documents par voie électronique en supplément de la remise physique spécifiée ci-dessus sans que le Titulaire puisse réclamer une indemnité.

Durant la période d'exécution du bon de commande, le Titulaire doit conserver les communications effectuées et tenir une liste de ces communications à jour. Celle-ci doit pouvoir être communiquée à tout moment au RPA sur sa demande.

ARTICLE 15 / INTERVENANTS AU TITRE DES BONS DE COMMANDE

15.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

En complément de l'article 3.1 du présent document, les personnes signataires des bons de commande :

-  le directeur du SID Sud-Est ou son représentant dûment habilité.
-  le directeur du SID Méditerranée ou son représentant dûment habilité.

Les adresses géographiques et postales figurent à l'article 2.4.

Ces personnes ont tous les pouvoirs pour procéder à la passation, à la notification et au suivi d'exécution des bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre.

15.2 Maîtrise d'ouvrage – Maîtrise d'œuvre – Conduite d'opération

Elles sont désignées au sein de chaque SID-R et seront spécifiées lors de la passation de chaque bon de commande passé sur le fondement du présent accord-cadre (coordonnées, etc.)

15.3 Marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage

Lors de la passation de chaque bon de commande passé sur le fondement du présent accord-cadre, le RPA stipulera si les prestations nécessitent l'intervention :

DAF_2025_00497 – LOCATION ET MAINTENANCE DE SMI SUR LE PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DE COMPETENCE DES SID SUD-EST ET SID MEDITERRANEE

- D'un contrôleur technique, dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978.
- D'un coordonnateur des systèmes de sécurité incendie.
- D'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé conformément au décret n° 941159 du 26 décembre 1994
- D'un interlocuteur chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination
- D'autres interlocuteurs.

Pour chacun de ces intervenants, les coordonnées et les missions confiées seront précisées.

Les personnes physiques doivent justifier de leurs expériences et de leurs qualifications et peuvent être refusées par le RPA à tout moment si leurs références sont insuffisantes ou si elles ne donnent pas satisfaction.

15.4 Représentant du Titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG, le Titulaire désignera son représentant au titre du bon de commande.

En cas de changement de la personne physique représentant le Titulaire, ce dernier doit en avertir le conducteur d'opération dans un délai inférieur à quinze (15) jours avant prise effective de fonction.

Les personnes physiques doivent justifier de leurs expériences et de leurs qualifications et peuvent être refusées par le RPA à tout moment si leurs références sont insuffisantes ou si elles ne donnent pas satisfaction.

ARTICLE 16 / DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES – PRIMES RETENUE

16.1 Délai(s) d'exécution des travaux et prestations

Les délais de livraison des livrables relatifs aux exigences identifiées sont définis dans le CCTP. Le point de départ de ce délai est celui de la date de notification du bon de commande passé sur le fondement du présent accord-cadre, ou celui de la date qui sera portée dans ce dernier.

Pour les bons de commande, le délai d'exécution sera fixé dans chaque bon de commande.

16.2 Commencement des travaux

Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

16.3 Période de préparation

La période de préparation n'est pas incluse dans la durée des prestations et a une durée de deux (2) mois au minimum.

16.4 Modification du délai d'exécution

16.4.1 Modalités d'ordre général

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du RPA.

16.4.2 En raison de fermeture de site

Les modalités concernant ce point seront précisées lors de la passation des bons de commande.

16.4.3 En raison d'intempéries

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux, ou sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler.

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite</i>	<i>Durée</i>
<i>Pluie</i>	<i>10 mm par jour</i>	<i>5 jours consécutifs</i>
<i>Neige</i>	<i>10 cm par jour</i>	<i>5 jours consécutifs</i>
<i>Température sous abri</i>	<i>- 5° C à l'ouverture du chantier</i>	<i>X</i>
<i>Température sous abri</i>	<i>+ 35° C à l'ouverture du chantier</i>	<i>X</i>
<i>Vent</i>	<i>70 km/h</i>	<i>Au moins 3 rafales avec 3 heures</i>

Seules les intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers réellement constaté seront prises en compte pour une prolongation de délai.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météo la plus proche du lieu d'exécution des prestations qui sera précisée lors de la passation du bon de commande.

En cas de mauvaise organisation de la part du Titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du Titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

16.4.4 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lors de l'exécution des prestations objet des bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre, les dispositions de l'article 24 du CCAG sont applicables.

16.4.5 Prolongation ou diminution du délai de la phase de location maintenance

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier unilatéralement la durée de la phase 3 (cf. article 23.4) à la hausse comme à la baisse dans les conditions suivantes :

- Augmentation de la durée de location maintenance :

Avec un préavis d'au moins 2 mois par rapport à la fin initiale de la période de location, le pouvoir adjudicateur peut prolonger cette période.

- Diminution de la durée de location maintenance :

Avec un préavis d'au moins 2 mois par rapport à la nouvelle date de fin de la période de location, le pouvoir adjudicateur peut diminuer cette période.

Cette modification prend la forme d'un ordre de service adressé au Titulaire.

16.5 Pénalités

16.5.1 Pénalités de retard

Conformément à l'article 14 du CCAG, en cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des prestations, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de 1/1 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché ou du bon de commande.

Cette pénalité concerne toute prestation ou partie de prestation assortie d'une date de livraison (remises de pièces nécessaires au dossier de demande d'autorisation d'urbanisme, mise à disposition des installations, délai d'intervention de maintenance, date de repli total en fin de prestation, ...).

16.5.2 Pénalités diverses

16.5.2.1 Pour absence de participation aux réunions

Les réunions sont fixées par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à une réunion d'un ou des Titulaires convoqué(s), une pénalité fixée à **cent cinquante (150) euros** hors taxe sera appliquée.

Cette pénalité sera appliquée sans aucune mise en demeure, mais sur simple constatation de l'absence à une réunion de chantier.

16.5.2.2 Liées aux clauses environnementales

En complément de l'article 16 du CCAG, l'entreprise en infraction encourt, sur constatation du maître d'œuvre, avec mise en demeure préalable non suivie d'effet, les pénalités suivantes :

- Pénalité de retard de non remise des documents au titre du marché (SOGED, etc.) de **cinquante (50) euros hors taxe par jour** par rapport à la date précisée dans la demande ou des pièces du marché
- Pénalité pour non-respect du tri des déchets de **cinq cents (500) euros hors taxe par constat**,
- Pénalité pour dépôt de gravas en dehors des zones prescrites à cet effet : **mille (1 000) euros hors taxe par constat**.
- Qualité du bois mis en œuvre sur le chantier : « A chaque fois que le Titulaire n'apportera pas la preuve qu'il utilise du bois certifié dans les conditions de l'article 2.8.1 du présent CCAP et dans le délai prévu, une pénalité de **cinq cent (500) € euros hors taxe** sera appliquée de plein droit. »

16.5.2.3 Non-respect du délai de transmission des demandes de contrôle primaire

En cas de non-respect du délai maximum imposé pour transmettre les demandes de contrôle élémentaire, il sera appliqué une pénalité journalière de **vingt (20) euros hors taxe par jour calendaire** de retard.

16.5.2.4 Non-respect des exigences de sécurité pour la présentation d'un sous-traitant

16.5.2.4.1 Etablissement des déclarations

Il est appliqué une pénalité de **cinq cent (500) euros hors taxe** par déclaration de sous-traitance pour non-respect des exigences de sécurité.

Elle s'applique dès lors qu'une seule des règles ci-dessous n'est pas respectée

- Utilisation des formulaires DC4 (rang 1 ou rang 2) joints au CCAP ;
- Renseignement de la Partie I du formulaire DC4 ;
- Production des documents demandés dans la partie I du formulaire DC4.

Une seule pénalité est applicable par déclaration de sous-traitance.

16.5.2.4.2 Non déclaration d'un sous-traitant

- En cas de constatation de non déclaration d'un sous-traitant (demande d'accès au site d'un personnel d'un sous-traitant, ou prestations réalisées en dehors du site mais relevant d'une sous-traitance) une pénalité de **dix mille (10 000) euros hors taxe** est appliquée par constatation.

16.5.2.5 Liées à l'absence de remise des documents

En cas de non-respect de remise de documents en cours d'exécution de chantier ou durant la période de préparation, le Titulaire encourt une pénalité par document fixée à **cinquante (50) euros hors taxe par jour**.

16.5.2.6 Liées au maintien des DICT, bordereaux d'envoi et récépissés sur chantier

En cas de non-maintien des DICT, bordereaux d'envoi et récépissés sur le chantier, le Titulaire encourt une pénalité par document fixée à **cinquante (50) euros hors taxe par jour de retard** jusqu'à la production des documents.

16.5.2.7 Pénalités pour absence de respect des observations SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre journal, les comptes rendus ou les courriers adressés au Titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de **cinq cents (500) euros hors taxe par jour de retard** à compter de la date de réception de la mise en demeure adressée par l'acheteur.

16.5.2.8 Non restitution de laissez-passer

En cas de perte ou non restitution de laissez-passer, le Titulaire de chaque lot encourt une pénalité de **cinquante (50) euros hors taxe** par laissez-passer.

16.5.3 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités quel que soit le montant des pénalités appliquées.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Sauf stipulations particulières, **par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG**, le maître d'ouvrage n'est pas tenu d'inviter le Titulaire à présenter ses observations, ni à informer le Titulaire du montant des pénalités.

ARTICLE 17 / PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

17.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutive du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le Titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le Titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai d'un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier.

17.1.1 Déclaration ou étiquetage environnemental des matériaux

Les entreprises doivent mettre à disposition, les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérogènes classées CMR1 – Cancérogène/Mutagène/Rétrotoxique prouvé pour l'homme, et CMR2 – Cancérogène/Mutagène/Rétrotoxique probable pour l'homme, des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des logements, tout en respectant l'arrêté DEVP0908633A du 30 avril 2009 relatif aux conditions de mise sur le marché des produits de construction et de décoration contenant des substances cancérogènes, mutagènes ou rétrotoxiques de catégorie 1 ou 2.

En présence de laines minérales, elles sont certifiées EUCB, certification garantissant que les productions de laines minérales des industriels européens répondent bien aux critères d'exonération de cancérogénicité définis par la directive 97/69/CE.

De façon générale, tous les produits à mettre en œuvre doivent respecter la classe d'émission A+ de l'arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction, de revêtement du mur et de sol, des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils.

Le Titulaire s'engage, lors de la remise, pour visa du maître d'œuvre, des fiches techniques des matériaux et produits, à apporter la preuve que les produits utilisés répondent aux présentes spécifications. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant.

17.2 Caractéristiques, qualités et vérification des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du Titulaire ou de sous-traitants et fournisseur ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

17.3 Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire

Les dispositions de l'article 18 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 18 / HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

18.1 Dispositions communes

18.1.1 Mesures d'ordre social

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au jour de l'exécution du marché.

18.1.2 Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le RPA est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du Titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement.

Le Titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois pour démontrer qu'il a mis fin à la situation délictuelle. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le RPA peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

Le RPA informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

18.2 Organisation, hygiène et sécurité du chantier

18.2.1 Installation de chantier

Les dispositions du CCAG sont applicables.

18.2.2 Signalisation du chantier

Il est fait application des dispositions de l'article 31.6 du CCAG.

18.2.3 Fluides et énergie

Le Titulaire maintient sur le chantier et à ses frais les fluides (eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers) et l'énergie électrique nécessaires à l'exécution des travaux, aux conditions suivantes :

- la fourniture, la pose des compteurs et les consommations sont à sa charge ;
- il prend à sa charge toute demande d'autorisation auprès des services compétents ;
- la pose des compteurs, les frais qui en résultent et les consommations sont à sa charge ;
- les travaux de branchement provisoire pour l'eau et l'électricité peuvent être l'amorce des branchements définitifs.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le Titulaire.

Avant toute intervention sur les réseaux (eau, électricité, chauffage, ...) rendant nécessaire une consignation, celle-ci sera à la charge du maître d'ouvrage qui en délivrera une justification au Titulaire.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune autre prestation.

18.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

18.3.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le Titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail conformément à l'article 6 du CCAG.

18.3.2 Mesure de prévention

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent dans l'instruction ministérielle n° 300612 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 et s'engage, pour ce qui le concerne ainsi que pour les intervenants de son fait, à s'y conformer.

L'attention du Titulaire est attirée sur les dispositions particulières spécifiques relatives aux mesures de prévention et figurant dans le CCTP.

18.3.3 Mesure de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par points chauds – Permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc. le Titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu.

L'entrepreneur devra obligatoirement effectuer une ronde deux (2) heures après tous les travaux par points chauds.

b) Protection contre l'incendie

Le Titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- L'installation obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche ;
- La désignation obligatoire, sur le chantier, d'un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

18.3.4 Mesure de limitation des nuisances

Le Titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- Bruits,
- Odeurs, fumés, gaz,
- Poussières, saletés,
- Présence de détritits divers et gravois,
- Dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions, - ouverture de tranchées,

Le Titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du Titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement dont le contenu est détaillé au CCTP.

Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.
- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

Le Titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au Titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le Titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

Le Titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement. ➤

Poussières

Le Titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le maître d'œuvre peut imposer au Titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

18.3.5 Stipulations particulières

a) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

b) Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur SPS en phases études et réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaire.

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

c) Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 4 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et de l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, lors des opérations de bâtiment ou de génie civil. d) Voies et réseaux divers

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 7 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, défini ci-dessus.

Les travaux correspondants sont à la charge du Titulaire et sont à réaliser pendant la période de préparation prévue à l'article 16.3 période de préparation du présent CCAP.

18.3.6 Emploi des explosifs

L'emploi des explosifs est interdit.

18.3.7 Dégradations sur les voies de circulation

Les dispositions de l'article 34 du CCAG sont applicables.

18.3.8 Inspection du travail dans les armées

L'inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Ministère des Armées
Contrôle Général des Armées
Inspection du Travail dans les Armées
60 boulevard du Général Martial Valin
CS 21623
75015 PARIS CEDEX

18.3.9 Accident du travail

Le Titulaire s'engage à saisir immédiatement le maître d'œuvre de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

ARTICLE 19 / PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS

19.1 Phasage des prestations

Les bons de commande issus de l'exécution de cet accord-cadre seront exécutés selon le phasage suivant :

1. Période de préparation
2. Travaux d'adaptation et de déploiement (prestations préliminaires)
3. **Location et maintenance (prestations principales)**
4. Repli et remise en état

19.2 Opérations réalisées pendant la période de préparation

La date de début de période de préparation fait l'objet soit :

- D'une mention au bon de commande de l'opération concernée,
- D'une communication par ordre de service lorsque cette information n'est pas connue au moment de la notification du bon de commande.

19.2.1 Selon l'intervenant

19.2.1.1 Par le maître de l'ouvrage

- La délivrance des autorisations d'accès au site en application de l'article 2.5 du présent CCAP
- La désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux dans les conditions fixées ci-après

- Les moyens et installations mis à disposition dans les conditions fixées ci-après
- L'approbation du calendrier détaillé d'exécution
- L'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation
- L'approbation du projet des installations de chantier
- La déclaration d'ouverture de chantier

19.2.1.2 Par le maître d'œuvre (assistant à la maîtrise d'ouvrage)

- L'établissement du calendrier détaillé d'exécution lorsqu'il assure l'ordonnancement, le pilotage et la coordination
- L'approbation du calendrier détaillé d'exécution si les études d'exécution sont confiées au Titulaire
- Les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le Titulaire
- Le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution
- La validation des fournitures et des matériaux
- Le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires
- Le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier

19.2.1.3 Par le coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Avec le concours de tous les opérateurs économiques intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- Inspection commune au cours de laquelle seront, en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que chaque entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les dispositions particulières de sécurité et de protection de la santé à prendre pour l'ensemble de l'opération ;
- Communication aux opérateurs économiques des consignes arrêtées avec le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours.

19.2.1.4 Par le Titulaire

- La remise des documents administratifs prévus par le marché
- La remise des copies des contrats d'assurance et attestations prévues à l'article sur les assurances -
La liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions
- La remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier en application de l'article 1.3 du présent CCAP
- L'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du Titulaire du marché
- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix (10) personnes au moins pendant plus d'une semaine, adressée à l'inspection du travail compétente
- (Le cas échéant) l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque Titulaire, cotraitant, sous-traitant

- L'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires
- L'établissement du plan d'installation de chantier et du plan d'hygiène et de sécurité en respectant les mesures prévues dans l'instruction 300611/DE/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relatives aux normes de prévention, et après inspection commune organisée par le maître d'œuvre
- Mise au point définitive des installations d'hygiène nécessaires
- Si travaux amiante en sous-section 3 établissement et transmission du plan de retrait d'amiante à l'Inspection du travail dans les armées / Contrôle général des armées avec copie au maître d'œuvre
- Si travaux amiante en sous-section 4 établissement et transmission du Mode opératoire à l'Inspection du travail dans les armées / Contrôle général des armées avec copie au maître d'œuvre.
- (le cas échéant) les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document
- L'établissement et la présentation au maître d'œuvre son schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).
- L'établissement et la présentation au visa du maître d'œuvre des documents nécessaires à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'urbanisme,
- L'établissement et la présentation au visa du maître d'œuvre de l'étude environnementale et thermique pour les commandes de prestations liées au respect de la RE2020,
- L'établissement et la présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux précisés par le présent document, Les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

19.2.2 Plans d'exécution – note de calculs – Etudes de détail

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le Titulaire du marché et soumis au visa du maître d'œuvre (assistant à maîtrise d'ouvrage).

Ce dernier doit les retourner au Titulaire, avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours après leur réception.

19.2.3 Implantation des ouvrages

19.2.3.1 Plan général d'implantation

Le plan général d'implantation des ouvrages est communiqué au Titulaire lors de la période de préparation.

19.2.3.2 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître de l'ouvrage a réalisé la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire est réputé avoir intégré que son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le Titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage piquetage prendront en compte ces éléments.

Le Titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L. 554-2 du code de l'environnement, dans un délai de dix (10) jours ouvrés, qui s'applique au Titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R. 554-25 du code de l'environnement, le Titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux (2) jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le Titulaire en informe le maître de l'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'œuvre.

Le Titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R. 554-25 du code de l'environnement.

Le Titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

19.2.3.3 Piquetage général

Pour les opérations comprenant un piquetage général ce dernier est effectué par le Titulaire et soumis à l'acceptation du maître d'œuvre avant le commencement des travaux.

Le piquetage général est effectué par le Titulaire, à sa charge et contradictoirement avec la maîtrise d'œuvre avant le commencement des travaux pour les travaux qui seront déterminés dans ou bon de commande concerné.

19.2.3.4 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué par le Titulaire, à sa charge et contradictoirement avec le maître d'œuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages, après le piquetage général ou après la partie du piquetage général restant à exécuter.

Le Titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou de câbles électriques, le Titulaire doit dix (10) jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

19.2.3.5 Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le Titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Si des ouvrages sont découverts après la notification du marché, le Titulaire informe par écrit le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre et se met en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le Titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Le maître d'ouvrage peut ajourner les travaux et indemnise le Titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier

DAF_2025_00497 – LOCATION ET MAINTENANCE DE SMI SUR LE PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DE COMPETENCE DES SID SUD-EST ET SID MEDITERRANEE

19.3 Travaux d'adaptation et de déploiement (prestations préliminaires)

19.3.1 Objet de la prestation

Cette prestation a pour objet de réaliser tous les travaux:

- D'adaptation au site,
- D'amenée des matériels
- De montage et mise en œuvre des installations nécessaires et préalables à la mise en location des SMI.

La date de début cette phase fait l'objet soit d'une communication par ordre de service.

Un état des lieux initial sera réalisé après, éventuellement, la remise au Titulaire d'ouvrages rendus nécessaires par l'adaptation au site (dans le cas où ces ouvrages seraient réalisés en dehors de ce support contractuel).

Cette phase fera l'objet le cas échéant de la remise de tout document relatif à la bonne réalisation des travaux au regard des autorisation d'urbanisme (document attestant l'achèvement et la conformité des travaux – DAACT – ou autre).

19.3.2 Réunion de chantier

Les réunions de chantier ont lieu toutes les semaines aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre.

Le Titulaire ou son représentant est convoqué aux réunions de chantier par ordre de service.

Le représentant du Titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du Titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du Titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraîne l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du Titulaire par des personnes non qualifiées.

19.3.3 Consignes particulières

Les horaires de travail de l'établissement seront communiqués lors de la réunion de chantier.

Lorsqu'une entreprise veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le Titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence de l'établissement concerné.

19.3.4 Préparation au transfert d'usage des SMI :

La réalisation de cette phase fera l'objet d'une admission partielle prononcée au vu notamment de :

- La réalisation des opérations de vérification,
- Un état des lieux contradictoire (quantitatif et qualitatif),

- La fourniture par le Titulaire des vérifications techniques réglementaires (vérification initiale électrique, analyse des eaux, vérification des installations SSI, ...),
- Tout rapport du contrôleur technique sur la conformité des installations au code ayant à s'appliquer.

Le transfert de l'usage des SMI sera formalisé par cette admission partielle accompagnée de la « remise des clés » au maître d'ouvrage. La date du transfert d'usage et du début de la phase de location maintenance est la date d'admission partielle énoncée ci-dessus.

19.4 Location et maintenance (prestations principales)

19.4.1 Location

Cette phase concerne la mise en location des installations de SMI ainsi que la maintenance pendant toute la durée de leur location.

La réalisation de cette phase fera l'objet d'une admission partielle prononcée au vu notamment de :

- Un état des lieux contradictoire (quantitatif et qualitatif).

19.4.2 Maintenance

Cf article 36 du CCTP.

19.5 Repli et remise en état

Cette phase concerne le démontage et l'évacuation des SMI ainsi que la remise en l'état initial des lieux (conforme à l'état constaté initialement, cf. article 23.3.1).

La réalisation de cette phase fera l'objet d'une admission définitive prononcée au vu notamment de :

- Un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 20 / CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION

20.1 Opérations de vérification

Les articles 27 et 28 du CCAG sont applicables.

20.2 Admission

Les prestations commandées par bons de commande donneront lieu à des admissions partielles et une admission globale.

- Pendant la période de préparation :

Lorsqu'elle est prévue, la remise des livrables (par exemple : documents constitutifs du dossier d'autorisation d'urbanisme et/ou les études environnementales et thermiques et RE2020) feront l'objet d'une admission partielle faite par ordre de service du maître d'œuvre.

Le délai d'étude de ces livrables par la maîtrise d'ouvrage est fixé à 30 jours, à l'issue desquels sera prononcée la décision d'admission partielle.

Puis ces livrables seront transmis pour instruction au service concerné qui dispose ensuite de son propre délai d'instruction.

- Pendant la phase de travaux d'adaptation et de déploiement :

Dès la date de fin de réalisation des installations connue, le Titulaire informe la maîtrise d'œuvre de la date à laquelle il estime qu'il sera en mesure de remettre les installations à l'utilisateur (date prévisionnelle de remise des installations).

La maîtrise d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre convoque le Titulaire aux opérations de vérification des prestations à une date fixée au plus tôt 10 jours avant la date prévisionnelle de remise des installations.

A l'occasion des opérations de vérification des prestations, il est établi par le maître d'œuvre un état des lieux, une constatation de la conformité des installations à la commande. Les différents livrables relatifs notamment aux vérifications techniques réglementaires sont également remis au maître d'œuvre lors des opérations de vérification.

Au vu des éléments justificatifs produit par le maître d'œuvre, l'admission partielle pour cette phase est prononcée par ordre de service au plus tard à la date prévue pour la remise des installations. La notification de cette décision s'accompagne du transfert d'usage des installations dont la garde passe à l'utilisateur bénéficiaire.

La maîtrise d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours à partir de l'admission partielle et du transfert d'usage pour assortir cette admission partielle d'éventuelles réserves. Ces réserves font alors l'objet d'un ordre de service notifié par le maître d'œuvre.

La date d'admission vaut date de début d'exécution de la phase 3 (location et maintenance).

- Pendant la phase de location et maintenance

La maîtrise d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre convoque le Titulaire pour les opérations de vérification des prestations qui doivent se dérouler au plus tôt 10 jours avant la date prévisionnelle de fin de la prestation concernée par cette phase.

Ces opérations consistent en la réalisation d'état des lieux dont les constatations sont consignées dans un procès-verbal d'état des lieux.

Au plus tard 15 jours après la date de fin de cette phase, la maîtrise d'œuvre notifie au Titulaire l'ordre de service portant décision d'admission partielle de cette phase auquel est annexé le procès-verbal d'état des lieux. La date arrêtée dans l'ordre de service d'admission partielle vaut date de fin de phase location et maintenance.

- Pendant la phase de repli et remise en état

Dès la date de fin de réalisation de cette prestation connue et au plus tard avant la date prévue contractuellement pour la réalisation du repli et de la remise en état, le Titulaire informe la maîtrise d'œuvre de la date à laquelle il estime que la prestation sera réalisée (date prévisionnelle de repli et de remise en état).

La maîtrise d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre convoque le Titulaire aux opérations de vérification des prestations à une date fixée au plus tard 5 jours après la plus tardive des deux dates : date prévue contractuellement ou date de repli et remise en état effective communiquée par le Titulaire.

A l'occasion des opérations de vérification des prestations, il est réalisé par le maître d'œuvre une constatation du repli des installations et de la remise en état des lieux. Cette constatation ainsi que les ordres de services d'admission partielle décrits *supra* sont réunis au sein d'un procès-verbal des opérations préalables à l'admission (EXE 4) rédigé par le maître d'œuvre.

Au vu de ces éléments, le maître d'œuvre propose l'admission de la prestation (toutes phases confondues) au maître de l'ouvrage dans les 5 jours suivant les opérations préalables à l'admission (EXE 5).

La maîtrise d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours à partir de la proposition du maître d'œuvre pour décider l'admission de la prestation au moyen (EXE 6). Cette décision est notifiée par le maître d'œuvre au Titulaire.

La maîtrise d'ouvrage dispose à partir de l'admission des prestations d'un délai de six mois au titre de la garantie de parfait achèvement pour émettre des réserves (EXE8) et en demander la levée constatée par le maître d'œuvre (EXE9). Ces réserves pourront concerner la totalité de la prestation commandée et notamment la remise en état des lieux (VRD, ...) et le total repli des installations.

La purge du délai de parfait achèvement sera constatée par le maître d'œuvre et permettra la réalisation du règlement définitif des prestations (dont mainlevée des retenues diverses).

ARTICLE 21 / GARANTIES

21.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un (1) an suivant l'article 44 du CCAG et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Cependant, l'entrepreneur est dégagé de ces obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le maître d'ouvrage un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

ARTICLE 22 / PAIEMENT ET REGLEMENT DES COMPTES

22.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

22.2 Demande de paiement

22.2.1. Paiement des bons de commande

En application de l'article 11.5 du CCAG, pour les bons de commande, le titulaire présente sa demande de paiement mensuelle (facture), précisant le montant total des prestations réalisées par section technique. Ces montants sont justifiés dans une annexe par l'effectivité des prestations réalisées. Ils reflètent l'état d'avancement de la commande.

22.3 Acomptes

Les demandes de paiement d'acomptes sont établies mensuellement, conformément à l'article 11.2 du CCAG. Le paiement du solde du bon de commande intervient conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG.

22.4 Facturation

Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements sera précisé lors de la notification des bons de commande.

Transmission des demandes de paiement d'acompte et de solde

La transmission des demandes de paiement d'acompte et de solde s'effectue obligatoirement par voie électronique.

L'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. Le Titulaire doit utiliser le mode de transmission pour l'envoi sur le portail sécurisé Chorus pro :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

Il est nécessaire, préalablement au dépôt, de s'être déclaré auprès de l'AIFE. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée.

Avant de pouvoir déposer sa demande d'acompte, le Titulaire doit disposer :

- du code SE (le code SE sera précisé sur chaque bon de commande) ;
- du numéro SIRET ETAT 11000201100044 pour les bons de commande (facture simple),
- du numéro d'engagement juridique du bon de commande.

22.5 Paiement des cotraitants et sous-traitants

22.5.1 Modalités de paiement direct

En cas de groupement d'opérateurs économiques :

La remise de la demande de paiement au pouvoir adjudicateur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement d'opérateurs économiques, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

En cas de sous-traitance :

Lorsque le montant de l'acte de sous-traitance est égal ou supérieur à 10 % du montant du bon de commande, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le RPA, est payé directement pour la partie du bon de commande dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au Titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du Titulaire de l'accord-cadre contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Dans les quinze (15) jours après réception de la facture du sous-traitant, le Titulaire joint en double exemplaire à sa propre facture une attestation indiquant la somme à régler par le RPA à chaque sous-traitant concerné, dans les mêmes conditions que sa propre demande de paiement.

Sous-traitance de second rang :

Le sous-traitant de second rang doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par le RPA.

A cet effet, le sous-traitant de premier rang établira un acte spécial de sous-traitance, accompagné des mêmes documents demandés qu'au sous-traitant de premier rang. Ces documents seront ensuite transmis au Titulaire du marché, lequel les transmettra à son tour au RPA, après avoir apposé sa signature sur l'acte spécial.

Le sous-traitant de premier rang devra fournir une caution personnelle et solidaire impérativement délivrée par un établissement financier agréé. Le mécanisme de la délégation de paiement n'est pas autorisé par l'acheteur.

22.6 Délai global de paiement

22.6.1 Délai global de paiement du Titulaire du bon de commande

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du bon de commande. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Point de départ du délai de paiement :

Pour les paiements d'acomptes :

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception par le RPA de la demande de paiement du Titulaire, ou la date d'achèvement de prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière est postérieure à la date de réception par la personne publique de la demande du Titulaire.

Pour le solde :

Le point de départ du délai de paiement pour le solde est la date de signature du décompte général par le RPA.

Suspension du délai global de paiement :

Pour les acomptes et le solde :

En cas de remise par le Titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le RPA peut suspendre le délai de paiement ci-avant pour chaque acompte ou pour le solde. Cependant, le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte ou pour le solde.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception ; Cette notification précise les raisons qui – imputables au Titulaire – s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai de paiement de l'acompte ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le RPA ou le maître d'œuvre un nouveau délai de paiement est ouvert ; il est de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

22.6.2 Délai de paiement des sous-traitants du bon de commande

Le délai de paiement du sous-traitant payé directement est identique à celui prévu pour le Titulaire du bon de commande.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le RPA de sa demande de paiement, telle que transmise par le Titulaire du bon de commande.

Si le Titulaire n'a donné aucune suite à cette demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé à son sous-traitant dans le délai de quinze (15) jours indiqués à l'article R. 2193-12 du CCP, le sous-traitant envoie directement sa demande de paiement au RPA.

Le délai de paiement du sous-traitant court à partir de la réception par le RPA de sa demande de paiement.

22.7 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-avant fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 23 / CLAUSES DE FINANCEMENT

23.1 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG est retenue.

23.1.1 Versement d'une avance

Pour chaque bon de commande nt, une avance est versée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R. 2191-3 du CCP sont remplies.

Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues pour le Titulaire du marché.

Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le Titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

23.1.2 Modalités de calcul du montant de l'avance

Le calcul du montant de l'avance s'effectue selon les dispositions de l'article R. 2191-6 à R. 2191-9 du CCP. Le taux de l'avance est fixé à 30 %.

23.1.3 Modalité de remboursement de l'avance

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 50 % du montant initial TTC du bon de commande.

Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés de manière conjointe, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux dû à chaque cotraitant dépasse le seuil fixé par le code susvisé pour le versement de l'avance.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant de travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le code susvisé pour le versement de cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant. Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

23.2 Retenue de garantie, garantie à première demande et caution personnelle et solidaire

Sans objet.

ARTICLE 24 / DIFFERENDS ET LITIGES

24.1 Différends

24.1.1 Recours gracieux

L'acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord cadre ou à l'exécution des prestations objet du marché selon les termes du chapitre 8 du CCAG.

24.1.2 Mémoire en réclamation

Si un différend survient entre le Titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le Titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le Titulaire expose précisément les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire au RPA et en adresse une copie au maître d'œuvre.

Conformément à l'article 46.3 du CCAG, après avis du maître d'œuvre, le RPA notifie au Titulaire sa décision motivée dans le délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation. Le silence gardé passé le délai de soixante (60) jours fait naître une décision implicite de rejet.

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG, lorsque le RPA n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à la réclamation du Titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification de la décision du RPA ou de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au maître de l'ouvrage, en la personne du directeur central du service

d'infrastructure de la défense, avec copie transmise au RPA, son mémoire de réclamation complémentaire développant les motifs de sa contestation au RPA du bon de commande.

La décision relative au règlement de ce différend appartient au maître de l'ouvrage, qui dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour étudier la réclamation du Titulaire.

Si le Titulaire n'accepte pas la décision du maître de l'ouvrage, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 46.4 et 46.5 du CCAG.

24.1.3 Règlement amiable des litiges

L'acheteur ou le Titulaire peuvent soumettre tout différend qui les oppose aux organismes de règlement amiable.

En application du chapitre VII du titre IX du livre I de la partie II du CCP, les parties au présent accord cadre peuvent recourir aux comités consultatifs du règlement amiable.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 18 du CCP), le comité consultatif compétent est :

Comité consultatif interdépartemental de règlement des différends de Versailles

Préfecture de la région Ile-de-France - Préfecture de Paris

5 rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Corinne LEBRE – Secrétariat du CCRA de Versailles

Tél. : 01.82.52.42.72

Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

24.2 Contentieux

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

A défaut de règlement amiable, la procédure contentieuse sera portée devant le Tribunal administratif de Versailles.

ARTICLE 25 / DROIT ET LANGUE

25.1 Droit

La loi française en vigueur est la seule applicable au présent marché.

En cas de litige, les tribunaux français sont les seuls compétents.

25.2 Langue

Les dispositions de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française ainsi que celles de la circulaire du Premier ministre du 6 mars 1997 relative à l'emploi du français dans les systèmes d'information et de communication des administrations et établissements publics de l'Etat s'imposent au présent marché.

De ce fait, tout rapport, toute documentation et toute correspondance relative au présent marché doivent être rédigés en français.

ARTICLE 26 / CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

26.1 Prestations supplémentaires ou modificatives

Durant l'exécution du marché et conformément à l'article 23 du CCAG, l'acheteur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire du marché lors de la mise en concurrence.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

La décision de l'acheteur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai d'un mois.

26.2 Modifications concernant le titulaire en cours d'exécution du marché

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de toute modification intervenant dans les caractéristiques de sa société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de numéro SIRET, ...) sous peine de voir ses factures refusées par le comptable public.

26.3 Nantissement

Il est délivré au titulaire, à sa demande, et/ou au sous-traitant à paiement direct, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'Etat, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

Pour permettre le nantissement en cas de sous-traitance, le montant du marché est réparti comme suit :

- Part du titulaire : ;
- Part du sous-traitant :

26.4 Respect du droit du travail

Le titulaire (les cotraitants) déclare(nt) sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-1, L3243-2, L3243-4, L1221-10, L1221-13, et L1221-15 du code du travail
- s'acquitter de ses obligations au regard des articles L8221-3 et L8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin
- qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour travail dissimulé, emploi d'étrangers sans titre, marchandage ou prêt de main d'œuvre illicite.

Le titulaire ou cotraitant, qui n'est pas établi en France, déclare sur l'honneur qu'il est en règle avec le code du travail en vigueur dans le pays dans lequel il est établi.

Le titulaire ou cotraitant s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de ses sous-traitants éventuels.

ARTICLE 27 / DEROGATIONS

Il est dérogé au CCAG pour les articles suivants :

Clauses du CCAP	Articles du CCAP	Articles du CCAG
Modalités de communication	2.7.1	3.1
Déchets	2.9.5	20
Dispositions générales	9.3.1	10.1.3
Groupement d'opérateurs économiques conjoint	9.3.4	10.1.3
Résiliation de l'accord-cadre	11.1	42
Régime des résultats	12.4	37.3
Communication du maître d'ouvrage au Titulaire	14.3	3.8.1 – 3.8.2
Modalités d'ordre général	16.4.1	13.3
Pénalités liées aux clauses environnementales	16.5.2.2	16
Plafonnement des pénalités	16.5.3	14.1.1 – 14.1.2 – 14.1.3
Mémoire en réclamation	24.1.2	46.4